

Symbole	signification
\Rightarrow	Donc, implique
\Rightarrow au début d'une ligne	conséquence / conclusion de la ligne précédente
\Rightarrow	parfois un exemple (Executif \Rightarrow Police)
\Leftrightarrow	équivalent, correspondant
\Leftarrow	si, car, "est une conséquence de"
\neq	Différent (pas opposé)
$\vee \wedge$	ou et

PROBLÉMATIQUE : L'ETAT À-T-IL TOUS LES DROITS ?

B) La théorie du contrat chez Rousseau

Rappel : le "contrat social" forme l'Etat. dans ce contrat :

- on renonce à (une partie de) nos libertés individuelles, à notre droit sur toute chose
- on transfère ce pouvoir à un tiers : l'Etat, qui est chargé de l'exercer en notre nom

Par le contrat, c'est l'idée même de **peuple** qui apparaît.

Les gens se réunissent et se reconnaissent un **intérêt commun**

Ce peuple constitue une sorte de **personne**, et donc, comme personne, il est doué d'une **volonté**. Cette volonté porte sur ce qui est propre au peuple (\neq propre à chacun): ce que l'on appelle **Volonté générale**.

\implies porte sur l'intérêt général (partie de l'intérêt de chacun qui est **commune à tous).

Le peuple est souverain, le souverain est celui dont volonté à valeur de loi \implies la loi est l'**expression de la volonté générale**.

\implies **Une loi ne peut pas ne pas être conforme à l'intérêt général**, elle doit toujours être conforme à cet intérêt.

décision \neq intérêt général \implies décision pas légale \implies le peuple a le **droit** de contester cette décision.

Précision : *Une loi formule une obligation \vee une interdiction ; c'est l'expression de la volonté du souverain*

Attention :

Loi \neq contrainte : loi est d'abord une obligation; et s'appuie seulement ensuite sur une contrainte, laquelle n'est exercée que contre ceux qui sont incapables de s'obliger eux-mêmes.

On force les individus incapables de s'obliger à être libres (= à s'arracher à la contrainte de leurs désirs immédiats)

Il existe des décisions prises à la tête de l'Etat et qui **ne reflètent pas l'intérêt général**, et ne sont donc **pas des lois** : des **Décrets**

Décret \neq loi car il n'est pas l'expression de la volonté personnelle, individuelle (pas du souverain en tant que représentant du peuple, mais en tant que personne unique)

contrairement à la loi, un décret n'est pas discuté par le peuple / par sa représentation.

But de cette théorie de l'intérêt général :

- protéger le peuple de la tyrannie de la majorité
- éviter le problème de l'unanimité

décision est légitime \iff elle est conforme à l'intérêt général, (même si elle s'oppose à la partie la privée de l'intérêt de certains)

Tant que la décision ne lèse pas totalement l'intérêt de certains, tant qu'elle satisfait une partie de leur intérêt (la partie générale), même si pour cela elle doit léser la partie privée de leur intérêt, elle demeure légitime : $\text{interet general} = \cap_{\text{interet personnel}}$.

Pas besoin de l'unanimité pour qu'une décision soit prise \implies l'unanimité serait un frein à la gouverne (\implies elle est presque impossible)

L'intérêt général permet d'éviter:

- que le plus grand nombre tyrannise le plus petit nombre au nom de sa simple majorité
- qu'un intérêt particulier (celui de la majorité) pour l'intérêt général.

\implies une décision majoritaire mais \neq intérêt général \implies n'est pas légale

L'idée de majorité est contingente à l'activité politique et à la démocratie

⇒ Une décision peut être (**majoritaire** et **non démocratique**) ∨ (**minoritaire** et **démocratique**)

A quoi sert la règle de la majorité ?

Syllogisme dialectique : raisonnement dont les prémisses (idées de base, fondements) ne sont pas totalement certaines, mais sont conformes à l'opinion commune.

⇒ S'appuie, non pas sur des axiomes (vérités indiscutables) mais sur l'opinion de la majorité, des "plus savants"...

L'idée est que **l'opinion du plus grand nombre est moins incertaine que l'opinion du petit nombre**. Elle a plus de chances d'être vraie

⇒ l'opinion majoritaire a plus de chances d'être meilleure.

Problème : le conflit des peuples

Si un peuple décide à la majorité, voire à l'unanimité, de s'en prendre à un autre, cette décision est légale et légitime, puisqu'elle recueille les suffrages de tous et ne semble pas contraindre à l'intérêt général de ceux qui ont décidé.

Solution : les "droits de l'homme", le droit naturel

⇒ l'homme est naturellement pourvu de certains droits

Puisque ces droits viennent de la nature même de l'homme (son humanité), aucun Etat ne peut lui enlever, parce que cela reviendrait à lui refuser ce statut d'être humain, et qu'il n'appartient pas à l'Etat d'accorder ou non ce statut : le rôle de l'Etat est seulement de garantir le respect des droits naturels.

L'Etat ne peut plus se permettre **n'importe quelle action** à l'égard de ceux qui forment **ses membres** ET à l'égard de ceux qui **n'en font pas partie**

Les Grecs ont déjà un moyen d'éviter les débordements de l'Etat : par les notions de **sacré et de profane**

sacré \iff domaine réservé au divin

profane \iff domaine ordinaire de l'existence humaine

Le sacré possède ses propres lois, ses propres règles sur lesquelles le profane n'est pas légitime à empiéter

Exemple : Antigone

(Sophocle)

Antigone a deux frères : Polynice et Étéocle

Ces deux frères sont légitimes à diriger, et ils alternent donc la souveraineté. Mais un des frères cherche à prendre le pouvoir par la force, mais les deux frères s'entretuent. Leur oncle, Créon, prend le pouvoir, et décrète que le traître ne devra pas être enterré. Antigone s'y oppose, car il n'est pas de l'ordre de la justice des hommes de légiférer sur les morts, mais de l'ordre de la justice des Dieux. Créon finit par amurer vivante Antigone.

- Antigone est punie car elle s'est considérée légitime à faire la loi des Dieux (ce qu'on appelle l'*Hubris*), elle a outrepassé la loi des hommes \implies elle peut potentiellement devenir tyrannique

Puisque Antigone est tuée, par un "domino de suicides", la femme de Créon se suicide, et Créon meurt de tristesse

- Créon est puni car il est devenu un tyran : il a légiféré sur un mort, ce qui est du domaine des dieux

Exemple : La controverse de Valladolid

(Las Casas vs Sepulveda)

Opinion commune : Les Indiens ont-ils une âme ? Car s'ils en ont une, il faut les traiter humainement, et s'ils n'en ont pas on peut les réduire en esclavage

⇒ **Véritable question** : Comment doit-on évangéliser les indiens ?

- Par l'exemple (en leur montrant que la véritable foi) ?
- Par la force (en les forçant au travail, etc...)

⇒ voir *Mission* (Roland Joffé)

C) C.Montesquieu

Philosophe Français du XVIIIème, auteur de *L'esprit des lois*

Constat: tyrannie \iff concentration du pouvoir en quelques mains

⇒ le tyran est tout puissant à raison de la concentration des pouvoirs entre ses mains

Solution : diviser les pouvoirs, répartir ces pouvoirs entre des mains différentes

"Le principe de séparation des pouvoirs" : Montesquieu \implies Différencier 3 types de pouvoirs :

- Exécutif \iff faire appliquer la loi décidée par un pouvoir autre que lui \implies Police
- Législatif \iff pouvoir de faire la loi (de la décider) \implies Assemblée nationale
- Judiciaire \iff trancher les situations où une question se pose à l'égard du respect de la loi \implies Justice